



Bâtir un partenariat entre égaux UE-Afrique :

une feuille de route pour les nouveaux leaders de l'Europe

Fiche d'information du CGD | Septembre 2019

Il ne reste que 10 ans pour atteindre les Objectifs de développement durable. La Commission européenne a un rôle essentiel à jouer pour tracer la voie à suivre.

L'arrivée d'une nouvelle équipe de direction à Bruxelles constitue une opportunité de redynamiser le rôle de l'Europe en tant que puissance de développement mondial, et de bâtir un véritable partenariat avec son voisin, l'Afrique continentale. D'ici 2030, près d'un quart de la population africaine vivra encore dans la pauvreté. La croissance solide du continent depuis 2000 ne s'est pas traduite par des emplois de qualité, une réduction des inégalités et un meilleur bien-être de la population dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Un tel sous-développement persistant empêche l'Afrique de réaliser son plein potentiel économique et social. Cela nuit également à l'intégrité et à la viabilité de l'Union européenne (UE), mettant ainsi en péril l'avenir du projet d'intégration le plus fructueux du monde.

Reconnaissant ce défi, la Commission européenne sortante a appelé à un « changement radical » de l'approche de l'Europe en matière de coopération du développement en Afrique pour faire passer la relation des continents « au niveau supérieur ». La tâche de faire de cette vision une réalité incombera à la nouvelle Commission européenne. Le moment est propice pour progresser dans quatre secteurs de politiques : la migration, le financement du développement, le commerce et la sécurité sanitaire mondiale. Par le biais des mesures dans ces secteurs que nous décrivons ici, la nouvelle Commission européenne peut établir un partenariat constructif entre l'UE et l'Afrique qui est mutuellement bénéfique.

MIGRATION : Promouvoir de nouvelles formes de migration légale des travailleurs entre l'Europe et l'Afrique

Le monde connaît d'importants changements démographiques. D'ici 2100, la population en âge de travailler de l'Europe aura diminué tandis que la population en âge de travailler de l'Afrique subsaharienne aura considérablement augmenté. Un grand nombre de ces nouveaux arrivants sur le marché du travail chercheront des opportunités en Europe, comblant les déficits de compétences et contribuant aux économies de leurs pays de destination. Pour tirer le maximum de ces mouvements, la nouvelle Commission européenne doit :

- créer et promouvoir de nouvelles formes de migration légale des travailleurs comportant un plus grand nombre d'avantages tangibles pour les pays d'origine et de destination ;
- piloter et déployer à plus grande échelle des projets de Partenariat mondial de compétence entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, et au sein de l'Afrique ;
- être une voix positive pour la migration au sein de l'Europe, en veillant à ce que l'impact positif de la migration soit compris.

FINANCE : Repenser le Plan d'investissement extérieur afin qu'il change la donne pour l'Afrique

Les investissements dans les projets en Afrique subsaharienne ont le potentiel d'avoir un grand impact sur le développement. Cependant, ces projets sont chroniquement sous-financés par les institutions européennes de financement du développement et par les investisseurs privés en raison de leurs faibles rendements ajustés en fonction des risques réels ou perçus. Structurés et dirigés adéquatement, le Plan d'investissement extérieur et ses outils d'atténuation des risques pourraient mobiliser des investissements là où les besoins sont les plus importants. Afin que cela se produise, la nouvelle Commission européenne doit :

- clarifier les objectifs stratégiques des investissements extérieurs et les orienter vers la mobilisation des capitaux à haut risque pour les marchés mal desservis ;
- explicitement axer l'aide sur les pays les plus pauvres par le biais de critères de sélection de projets clairs ;
- fournir de l'aide technique axée sur la demande et donner une application concrète au dialogue politique afin d'améliorer l'environnement commercial ;
- fédérer les institutions de financement du développement en mettant l'accent sur la politique d'intervention, l'encouragement des meilleures pratiques et l'harmonisation des procédures et des résultats entre les institutions de financement du développement et les banques multilatérales de développement.

COMMERCE : Réformer la politique commerciale de l'UE pour accélérer la transformation économique de l'Afrique

À l'heure où les pays en développement dans d'autres parties du monde ont récolté les fruits de la mondialisation, la majeure partie de l'Afrique subsaharienne demeure marginalisée en matière de commerce international. La nouvelle direction de l'UE a l'opportunité d'accélérer la croissance alimentée par les exportations du continent en adoptant une politique plus audacieuse et cohérente relative au commerce, à l'agriculture et à l'aide. La nouvelle Commission européenne doit :

- s'efforcer de mettre fin aux tarifs douaniers sur les exportations en provenance de l'Afrique et réformer les règles d'origine pour permettre un cumul accru ;

- améliorer l'efficacité et l'impact de l'« Aide pour le commerce » de l'UE en Afrique en pilotant des « paiements à la performance » ;
- réduire les subventions au secteur agricole européen pour aider à garantir des règles du jeu équitables pour les producteurs africains ;
- réformer le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation afin que l'UE puisse gérer les ajustements structurels consécutifs à une augmentation du commerce intercontinental.

SANTÉ : Renforcer le leadership européen en matière de sécurité sanitaire mondiale

De récentes épidémies telles que l'Ebola et Zika soulignent la nécessité de mettre l'accent sur la sécurité sanitaire mondiale et la préparation, tant au niveau des pays qu'au niveau mondial. La préparation à la menace pandémique est un enjeu mondial partagé. Les transitions imminentes de dirigeants à la tête des institutions de l'UE constituent une opportunité unique de renforcer l'action de l'Europe dans le domaine de la sécurité sanitaire mondiale. Cela permettrait à l'UE d'être doublement gagnante en poursuivant ses efforts pour favoriser les progrès dans les pays en développement, tout en protégeant également l'Europe contre les risques sanitaires potentiels. Le financement est essentiel à la préparation et tant l'UE que ses États membres ont pour responsabilité de s'assurer que des mécanismes sont en place pour mobiliser des fonds, le cas échéant. La nouvelle Commission européenne doit :

- renforcer la collaboration et la coordination au sein des entités de l'UE qui assument des responsabilités en matière de sécurité sanitaire mondiale ;
- faire de la sécurité sanitaire mondiale et de la préparation une priorité dans le dialogue de la Commission européenne avec ses États membres ;
- élaborer un mécanisme de financement pour accroître la durabilité, la collaboration et l'efficacité de la préparation, tel qu'évalué par le processus conjoint d'évaluation externe de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Cette fiche d'information est basée sur le livre d'information du Center for Global Development (CGD) à l'intention de la Commission européenne intitulé *Building an EU-Africa Partnership of Equals: A Roadmap for the New European Leadership*. Le livre est disponible dans son intégralité à l'adresse cgdev.org/eu-africa-partnership.